J. Omer Marchand et l'architecture judiciaire

Jacques Lachapelle

Professeur titulaire à la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal

Jean-Omer Marchand est le premier architecte canadien diplômé de l'École des Beaux-Arts de Paris. Il obtient son diplôme en 1902. À cette période plusieurs architectes canadiens séjournent dans l'institution parisienne mais peu complètent leurs études. Le prochain architecte canadien qui deviendra lui aussi diplômé par le gouvernement français est davantage connu, il s'agit d'Ernest Cormier, en 1917.

Mais Marchand ouvre la voie et, à son retour de Paris, son statut lui donnera accès à de grandes commandes publiques. Pour comprendre l'esprit de son œuvre qui fait le pont entre sa culture professionnelle et les attentes de la société à travers les commandes, il faut rappeler l'importance de certains changements au tournant du XX^e siècle. L'époque, qui constitue un âge d'or du capitalisme industriel, est marquée par l'héritage victorien à l'ère. L'esprit du temps qui valorise le progrès insuffle un désir de poursuivre les acquis du siècle précédent mais de faire mieux. Dans un contexte d'intense urbanisation, il y a, d'une part, une grande richesse qui se traduit par un essor remarquable des villes mais, d'autre part, il y a également d'importantes iniquités sociales qui entraînent la montée d'idéologies réformistes. On aspire à une meilleure distribution de la richesse, notamment en ce qui a trait à la qualité des milieux de vie, l'accès à l'éducation, à la santé, à la culture et bien sûr, à la justice qui doit cimenter les consensus sociaux d'équité et de moralité.

L'architecture suit ce mouvement. Il faut élever les qualités artistiques, fonctionnelles et constructives des bâtiments. Dans un monde qui s'urbanise, l'architecture doit contribuer à embellir la ville et améliorer la qualité de vie des citoyens. Un des principaux mouvements qui va traduire ces aspirations au cours des premières décennies du XX^e siècle, c'est l'architecture dite beaux-arts.

Peu avant son départ pour Paris, Marchand travaillait pour l'agence Perrault et Mesnard, au moment où ils conçoivent, entre autres, le Monument-National, dont la construction, laissée inachevée se termine en 1894. Cet édifice est intéressant car sa façade reflète de manière exemplaire, la complexité inventive et fantaisiste de l'architecture éclectique de la fin de siècle. Dix ans plus tard, les architectes voudront se départir de cette liberté créatrice au nom d'un retour aux règles de l'art séculaires.

Quel est donc l'esprit de cette formation beaux-arts qui rayonne depuis Paris? À son entrée à l'école, en 1894, il a dû assister à la leçon d'ouverture du nouveau professeur de théorie Julien Guadet dont on connaît le texte. Il a pu y entendre ceci :

«En matière d'enseignement, ma profession de foi est bien nette. Je suis fermement convaincu que, en toutes choses, et spécialement en architecture, les études premières doivent être essentiellement classiques. Être classique, [...] c'est placer à la base des études les éléments consacrés par la raison, par la tradition logique, par le ferme respect des principes supérieurs. Le classique, c'est l'équilibre stable. [...]

«Le classique, c'est tout ce qui est resté victorieux dans les éternelles luttes des arts, tout ce qui est resté en possession de l'admiration universellement proclamée. Et tout son patrimoine affirme, à travers l'infinie variété des combinaisons ou des formes, le même principe invariable, la raison, la logique, la méthode.»ⁱ

Ce discours ne doit pas tromper. Il ne s'agit pas seulement d'esthétique ou d'usage des ordres classiques, la vision des Guadet englobe l'importance de la planification, de l'implantation, voire de la construction.

Le projet de Musée réalisé par Marchand au cours de ses études montre bien qu'il a compris les leçons de ses professeurs. Il témoigne d'un grand sens de la monumentalité et du fait que l'école parisienne valorisait la grande commande institutionnelle car elle appelle à une expression architecturale pleinement accomplie. L'édifice est mis en majesté par une implantation bien étudiée qui l'isole et amène une progression du visiteur vers la fonction principale. L'ensemble repose sur une unité de composition. Contrairement au Monument-National, on cherche l'intégration de toutes les parties au tout, plutôt que la multiplication de parties qui rivalisent d'attrait les unes avec les autres.

Lorsque Marchand fait ses études, l'intérêt pour les beaux-arts est un phénomène international. Il marque profondément les États-Unis. Cet engouement et leur manière de faire des beaux-arts débordent des frontières et atteignent le Canada. Le mouvement est étroitement lié à l'amélioration de la formation académique. Il est très influent au Québec et conduira même à la création d'écoles des beaux-arts, à Montréal et Québec. Sans devenir professeur lui-même, Marchand influencera leur mise en place. L'attrait singulier des Canadiens-français pour ce mouvement a une portée nationaliste que Marchand, alors président du Conseil des arts, résume bien dans le discours qu'il prononce à l'inauguration de l'École des beaux-arts de Québec. Il dit des beaux-arts : «C'est cette tradition française, malheureusement disparue, faute d'un milieu favorable à son étude et faute

d'encouragements, c'est cette tradition, disons-nous, qu'il importe de faire renaitre dans le pays».ii En d'autres mots, avec les beaux-arts, le Québec renoue avec ses origines, avec la mère-patrie.

Portant le titre d'architecte diplômé par le gouvernement français, J. Omer Marchand a un statut unique à son retour au pays. Ses ambitions sont grandes. Il s'associe à un de ses collègues new yorkais aux Beaux-Arts, Samuel Stevens Haskell. Ils reçoivent rapidement de grandes commandes, notamment des communautés religieuses, comme celle de la maison mère de la congrégation Notre-Dame. Cette réalisation est remarquable dans l'œuvre de Marchand.iii Elle introduit plusieurs éléments originaux dans le contexte montréalais, tels que la brique claire et chamois; une structure en béton pour un édifice institutionnel de cette importance, possiblement le premier exemple du genre au Canada; un plan articulé, dont la façade à redans sur Sherbrooke.

L'esprit beaux-arts consiste également à distribuer les fonctions de manière à mettre en valeur celles qui sont considérées plus nobles. Dans la maison-mère, cette hiérarchie est respectée. La chapelle qui a une position centrale symbolise la prédominance du caractère religieux de l'institution. La situation à l'avant des espaces pour les sœurs et à l'arrière pour les usages fonctionnels et les novices, distingue les rôles relatifs des fonctions.

PRISON DE BORDEAUX

Marchand et Haskell reçoivent également des commandes prestigieuses des différents paliers de gouvernement, dont la prison de Bordeaux (1907-1912) qu'ils réalisent en association avec R. A. Brassard. La prison introduit au Canada un modèle en étoile qui origine du siècle des Lumières et qui s'est développé surtout en Europe mais dont un exemple à Philadelphie, le Eastern Penitentiary (1825) qui est parfois considéré comme le modèle de la prison de Bordeaux ce qui néglige toutefois la possible influence d'exemples européens.

La planification répond aux recherches préalables du gouverneur de la prison, Charles - Amédée Vallée qui a produit un mémoire fondé selon ses dires sur une étude sociologique de la mentalité criminelle.iv Suivant des modèles américains, le régime d'emprisonnement est hybride : il assure d'une part l'emprisonnement individuel dans des cellules et d'autre part, il permet l'activité de travail en commun, notamment dans les carrières situées à proximité.

Les idées des architectes et celles de Vallée se rejoignent. Encore une fois, Julien Guadet, nous éclaire et écrit à propos des prisons que l'on ne veut plus simplement emprisonner. Il y a une volonté de réhabiliter - «guérir» les détenus. Il ajoute que dans la détention, on doit trouver tout le nécessaire à la vie du prisonnier : habitation, réfectoire, cuisine, ateliers,

infirmierie, quartier correctionnel, parloir.^v Mais il faut également une efficacité accrue de la surveillance qui devient une préoccupation dominante.

Avec une surveillance centralisée, la forme permet d'avoir un nombre restreint de surveillants.^{vi} Les différentes ailes regroupent chacune des types de détenus spécifiques. Enfin, on vantait cette prison qui corrigeait la «promiscuité dangereuse et malsaine»^{vii} de l'ancienne prison du Pied-au-Courant.

En fait, ces idées sur le renouveau des prisons sont dans l'air du temps. Même les détracteurs l'invoquent comme on peut lire dans un texte vitriolique parue dans *La Presse* en 1906. Invoquant de manière sarcastique le fait que l'on a « consulté [...] des architectes, des hygiénistes, des philanthropes et des politiciens; » l'auteur écrit :

«La nouvelle prison, sera, paraît-il, le type de la perfection du genre de sorte que la majeure partie de ceux qui y séjourneront n'en garderont pas un trop mauvais souvenir. Eh bien, je dis que cela est fâcheux, car c'est à force d'améliorer le sort matériel des prisonniers qu'on rend l'emprisonnement inefficace, l'incarcération n'ayant rien de désagréable pour les malfaiteurs, pour les mauvaises natures, qui mènent en prison une vie infiniment plus confortable que celle que leur fait la liberté.

La tendance du siècle dernier a été aux procédés humanitaires. Les philosophes ont demandé que les criminels fussent traités de façon à arriver peu à peu à une amélioration des bas-fonds sociaux.

La théorie est séduisante : elle en appelle à la sensiblerie plus qu'à l'équité. C'est l'école de Jean-Jacques Rousseau, plein de tendresse pour les vicieux, étant vicieux lui-même. De là ces prisons magnifiques installées selon toutes les règles de l'hygiène et dont les malfaiteurs n'ont pas l'effroi salutaires.»^{viii}

COUR MUNICIPALE

À la même période, Marchand et Haskell soumettent un projet d'annexe du palais de justice qui est un peu la version d'avant-guerre au bâtiment de Cormier, Saxe et Amos. L'emplacement, de sud-ouest de l'ancien palais de justice témoigne de la volonté de consolider le secteur administratif au sein du Vieux-Montréal. Ce bâtiment ne sera pas réalisé mais il apparaît clair que, deux ans plus tard, il sert de base à la conception de la cour municipale qui sera érigée un peu plus tard, sur la rue Gosford. L'emplacement à proximité de l'Hôtel de ville contribue à embellir le Champ de Mars.

Construit dans le but de libérer l'hôtel de ville devenu trop étroit, l'édifice comprend non seulement la cour du recorder, mais également le poste de police et le service d'hygiène de

la ville. Premier élément de distinction : son matériau. Marchand et Haskell choisissent un grès chamois, donnant, comme il l'avait fait avec la maison mère des sœurs de la congrégation Notre-Dame, une couleur claire et presque dorée. Ce choix est inhabituel dans le Vieux-Montréal.

À cause de son terrain exigü, son volume est compact. Pour satisfaire les règles de proportions qu'exigent les ordres classiques, la composition tient compte de cette contrainte. Ainsi, il faut traiter les deux premiers niveaux en un imposant socle pour la colonnade. Cette solution architecturale reprend en vérité un modèle typique de la période. Toutefois, contrairement à certains exemples du même genre, il y a un raffinement particulier dans le traitement des façades, notamment dans la volonté d'établir une corrélation entre l'intérieur et l'extérieur. Il faut à cet égard, noter la singularité des deux ordres de colonnes sur la façade latérale. C'est que les élévations révèlent les principes d'organisation à l'intérieur comme on peut le voir sur la coupe du bâtiment.

Ainsi, au sous-sol, correspondant au soubassement des façades, on trouve la prison. C'est l'étage le moins bien éclairé. À tel point que les cellules sont sans éclairage naturel et sans ventilation. C'est un contraste frappant avec les préoccupations hygiénistes qui avaient conduit à l'élaboration du plan de la prison de Bordeaux.

Le poste de police est au rez-de-chaussée et la mezzanine, ce qui est pratique compte tenu de son rôle public. Il a son propre hall central de deux étages. Ces deux niveaux correspondent au traitement à bossage de l'immeuble.

La cour municipale se distribue sur les deux prochains niveaux. Au-delà de considérations pragmatiques, cette position surélevée pourrait fort bien correspondre à un désir de souligner la supériorité de sa fonction de justice sur celle de la police. À nouveau, il y a un hall central. Cette fois-ci, les architectes ont pris soin d'aller chercher un éclairage zénithal, en faisant un puits de lumière pleine grandeur qui traverse les deux derniers étages. Ce hall, tout comme les deux salles de la cour municipale, s'élèvent sur deux niveaux, ce qui correspond à l'ordre mineur des façades latérales, c'est-à-dire aux petits pilastres.

Le dernier niveau sert aux services d'hygiène, de santé ainsi que la salle d'exercice des policiers. L'espace bénéficie du puits de lumière central. Réuni aux deux niveaux inférieurs de la cour municipale, l'ensemble de ces fonctions correspondent cette fois à la hauteur de l'ordre géant des façades, c'est-à-dire aux colonnes majestueuses de la façade principale et aux grands pilastres latéraux. Ce traitement subtil des façades contribue à distinguer la qualité supérieure de cette composition et la volonté des architectes de faire un tout.

COUR JUVÉNILÉ

Haskell décède en 1913. Marchand tentera un peu plus tard de s'associer à Ernest Cormier après son retour d'Europe. Cette collaboration durera peu d'année et une rivalité s'installera entre les deux architectes.^{ix} Le nouveau palais de justice dessiné par Cormier y contribue puisque Marchand, qui était en encore un partenariat lorsque le contrat a été accordé revendique des droits même s'il est tenu à distance de la conception. Ironiquement, les droits de conception du palais de justice se retrouveront à la cour supérieure.

Marchand poursuivra donc seul sa carrière, ayant à son compte un nombre réduit d'employé. Collaborant régulièrement avec la Ville de Montréal après la reconstruction de l'hôtel de ville pour laquelle il fait partie de l'équipe d'experts, il se voit octroyé le contrat de la cour juvénile, rue Saint-Denis, actuelle École nationale de théâtre. Une première version – sans colonne – mais constituée de grandes arcades est publiée en 1927. Marchand va la perfectionner mais avant de parler de son architecture, il est nécessaire de parler de l'institution, considérant que la question de la justice pour les enfants est particulièrement sensible.

La cour juvénile existe depuis 1912. Le premier juge de la cour juvénile, François-Xavier Choquet, s'inscrit dans le courant des réformes sociales du temps en défendant la protection de l'enfance. Son épouse et lui ont fortement appuyé la Loi des jeunes délinquants du gouvernement fédéral en 1908 pour les jeunes de 7 à 16 ans. Cette loi visait à créer des cours juvéniles provinciales et municipales qui s'occuperaient distinctement des causes concernant les enfants. «Elle donnait à ses institutions des pouvoirs d'enquête et de peine spécifiques, et elle interdisait l'incarcération de jeunes délinquants avec des adultes.»^x En 1910, le gouvernement de la province de Québec emboîte le pas et crée une cour juvénile à Montréal.

De manière générale, l'esprit de cette loi faisait en sorte que la responsabilité de l'enfant délinquant pouvait être contextualisée, c'est-à-dire que l'on prenait en compte l'influence du milieu de vie, de la famille voire du contexte social. Il s'agit d'une justice qui pose davantage la question de comment rééduquer l'enfant plutôt que d'insister à déterminer ses actions coupables.

La première cour juvénile se trouvait dans une ancienne résidence. L'auteur David Niget, citant un article du *Devoir*, précise à son propos : « Ce qui frappe dès l'entrée, c'est que rien ne ressemble moins à une cour que celle où les jeunes gens sont jugés. »^{xi} Il précise que l'« on trouve d'une part les locaux strictement judiciaires : bureau du juge, où se tiennent les interrogatoires et « l'audience », greffe, bureau des agents de probation, et, d'autre part, la maison de détention, destinée à héberger les jeunes prévenus, qui possède environ 20 places.»^{xii}

Avec le temps, le bâtiment devient trop petit et limite l'organisation des activités, ce qui amène ce projet à la fin des années 1920. L'édifice réalisé force à poser une hypothèse :

Compte tenu du mandat spécifique d'une cour juvénile, son architecture ne devait-elle pas avoir un caractère et un fonctionnement spécifique, afin de donner une image moins institutionnelle et plus humaine, en accord avec les préceptes progressistes prônés par la vision des lois en matière de délinquance juvénile? C'est dans cet esprit que l'on peut traiter de quatre aspects de cet édifice : son emplacement, sa façade, les espaces publics intérieurs et enfin, le plan général et le programme.

Emplacement

L'édifice se trouve sur la rue Saint-Denis entre Saint-Joseph et Laurier. Ce site étonne par son isolement relatif dans la ville. En fait, l'emplacement, loin du Vieux-Montréal, est volontaire. C'est la position que préconisait le Comité de Citoyen pour l'amélioration de la cour juvénile dans une lettre datant de 1926 adressée au comité exécutif de la ville.

«La cour Juvénile étant un tribunal essentiellement différent des autres tribunaux, il est évident qu'une cour juvénile éloignée des cours criminelles et beaucoup plus convenable et de nature à éviter aux enfants tout contact pernicieux. Il suffit d'avoir parcouru les nombreux rapports et les descriptions détaillées des édifices des grands centres d'Amérique pour se convaincre que c'est là la meilleure solution du problème»

«Il s'agirait donc de choisir un terrain assez vaste pour y construire un édifice détaché, permettant la plus parfaite circulation de l'air pur, avec de la lumière et du soleil tout plein, c'est-à-dire qu'il soit de condition d'hygiène parfaite, avec un terrain adjoint suffisant en superficie pour permettre aux enfants de prendre leurs ébats dans des cours de jeux bien aménagées.

L'édifice peut être de condition modeste, car il vaut mieux sacrifier l'apparence au confort [sic] du personnel et des enfants, se rappelant toujours que l'avenir d'une ville, d'un pays, dépend de la formation et de l'éducation de ces enfants. "Tant vaut la jeunesse, tant vaut le pays"»^{xiii}

Le comité prévoit que l'édifice abritera 75 à 100 enfants et il prône que la cour se trouve au même endroit que le lieu de détention.^{xiv}

Le juge J.O. Lacroix siège alors à la cour juvénile et il veut lui aussi influencer les élus municipaux dans une lettre. À propos du confort il écrit :

«Comme vous le savez, j'ai visité les cours juvéniles de New-York, de Boston et d'une manière spéciale celle de Philadelphie. Les autorités municipales de cette dernière

ville, dans la construction assez récente de leur Cour Juvénile, n'est pas tant visé au luxe qu'au confort, à l'espace et à la complète observation des lois de l'hygiène.^{xv}

Mais il s'oppose à l'idée d'isoler et d'éloigner la cour du quartier administratif.

«Notre cour juvénile est actuellement située dans le voisinage des tribunaux criminels, à savoir : au no 209 de la rue Champ de Mars. Je crois qu'il est très important que la nouvelle cour soit construite dans un endroit très rapproché de nos tribunaux ordinaires.»^{xvi}

Tout en reconnaissant le problème du coût des terrains, il invoque le fait qu'environ 60% des causes soumises à la cour Juvénile sont apportés par des constables municipaux et les autres 40% par les parents des inculpés, les officiers de la police provinciale et les officiers de la cour Juvénile. Pour lui, l'éloignement de la cour entraînerait «des lenteurs et des pertes de temps et très probablement un gaspillage de l'argent du public.»^{xvii}

Mais le juge Lacroix s'oppose surtout à l'idée d'acheter et recycler un édifice existant, notamment les écoles et résidences qui ont été proposées par la population. Pour lui, les besoins spécifiques et les qualités recherchés dans les espaces ne peuvent être rencontrés que dans une construction neuve.

Au final, le site choisi, sur Saint-Denis, est un heureux mélange de modestie et de présence affirmée dans la ville. Il est assez grand pour permettre un certain effet monumental, mais à l'échelle du quartier plutôt qu'à une échelle métropolitaine. Bordé de cours arrières de plex montréalais sur les rues Saint-Joseph et Laurier, le bâtiment semble faire corps avec le secteur résidentiel où il se trouve.

Façade

Dès l'esquisse de 1927, alors que le terrain n'était pas choisi, le projet n'avait rien à voir avec l'expression monumentale que l'on trouve dans le centre administratif du Vieux-Montréal. Avec ses arcades, son échelle, et ses entrées séparées qui correspondent à la séparation des filles et des garçons, le bâtiment ressemble plus à école, une figure probablement jugée appropriée et familière pour les jeunes.

En façade, le bâtiment réalisé reprend en partie la composition tripartite de la version préliminaire et on pourrait considérer qu'il se donne d'un caractère institutionnel avec la série de piliers classiques en façade. L'échelle et le caractère n'en sont pas pour autant autoritaires. Marchand prend d'ailleurs soin de traiter ce décor dans une légère avancée en façade, d'une hauteur de deux étages, plus petite que le bâtiment principal qui en fait trois.

Cet avant-corps est largement fenêtré. Le généreux entrecolonnement permet d'ouvrir autant cette façade.

Son style traduit de nouvelles idées. Marchand, malgré sa formation classique, devient sensible aux recherches des années 1920 à donner un caractère plus moderne aux bâtiments, ce qui entre dans la grande catégorie de l'Art déco. Il réserve le décor classique aux éléments de pierre et se donne une plus grande liberté de faire des jeux d'appareillage géométriques avec la brique. On pourrait parler ici de classicisme moderne. I

Intérieur

Cet extérieur annonce l'intérieur. Suivant une règle de convenance du caractère en accord avec le prestige relatif des fonctions, les espaces publics de vestibule, de salle des pas perdus et de la salle de cour, placés les uns à la suite des autres. C'est la partie à décor classique de l'immeuble qui répond au traitement en façade.

Marchand fait toutefois un enchaînement original des espaces publics. Les escaliers du vestibule sont disposés perpendiculairement à l'axe de composition. Autrement dit, ils longent la façade et la salle des pas perdus. Le mur intérieur l'escalier fait écho au mur extérieur en étant lui aussi fenêtré. Cet ingénieux dispositif permet d'avoir une salle des pas perdus qui profite de la lumière naturelle, devenant une sorte de boîte de verre à l'intérieur même du bâtiment. La solution semble être une critique à la salle des pas perdus aveugle du palais de justice de Cormier, Saxe et Amos.

Enfin, la salle de la cour est relativement peu ornée. On peut se demander si c'est pour satisfaire le désir de modestie qui était souhaité ou une conséquence de la crise économique des années 1930. Quoi qu'il en soit, le caractère est approprié pour un édifice public qui se veut sans ostentation et sans sévérité. Il n'en reste pas moins que, compte tenu de ses dimensions, la salle de la cour devait être intimidante pour un jeune enfant appelé à rencontrer le juge.

Plan général

L'autre grande originalité de ce bâtiment judiciaire demeure son plan articulé et la distribution du programme à l'intérieur. C'est que la construction de la cour juvénile n'est pas tant pensée pour l'exercice de la magistrature que pour accueillir les jeunes, garçons et filles qui s'y trouvent. Avec la construction, le personnel de la cour est augmenté. La justice devient socialisée avec l'intervention de non-juristes au sein du tribunal et comme le dit David Niget, il y a « recours à des méthodes plus administratives tant dans l'évaluation que dans le traitement de la délinquance. L'objectif est double : mettre en œuvre une politique

de défense sociale, par la prévention principalement, et respecter l'intégrité de l'individu, en insistant sur sa réhabilitation.»^{xviii}

Il faut donc leur fournir des lieux de détentions, mais qui comprennent des soins infirmiers, des dortoirs et non pas des cellules, des lieux de récréation intérieurs et extérieurs. Marchand le fait de manière typiquement beaux-arts, en donnant aux corps avant et central des fonctions «prestigieuses» principalement associées la cour et à son administrations. Il réserve ainsi à l'aile arrière, les lieux destinés aux détenus en séparant garçon et filles.

Dans l'ensemble, cette distribution rappelle d'autres œuvres, notamment la maison mère des sœurs de la congrégation Notre-Dame. C'est une recherche récurrente dans l'œuvre de Marchand. Toutefois, le déploiement en forme de V à chaque bout de l'aile arrière permet d'augmenter l'apport de lumière et de ventilation. En outre, il y a des différences de hauteur entre les différents corps de bâtiments qui augmentent la pénétration de la lumière et la ventilation des espaces intérieurs. Enfin, la forme permet de créer des cours de récréation, rappelant aux délinquants le modèle des écoles.

ÉCOLE DE RÉFORME

La cour juvénile porte sur le pouvoir judiciaire et l'enfance. Le pendant est la sentence que l'on donne aux délinquants les plus difficiles. Marchand a réalisé quelques années après la cour juvénile, l'école de réforme Mont Saint-Antoine des Frères de la Charité sur la rue Sherbrooke.

Les écoles de réforme existent depuis le XIX^e siècle et visaient à établir un régime pénal pour les enfants véritablement différent de celui des adultes. En 1872, l'assemblée législative confie ce mandat aux Frères de la Charité qui, en 1873, installent le Mont Saint-Antoine sur la rue Maisonneuve, au nord de l'actuelle place Émilie Gamelin.¹ Les activités ont été transférées en 1932, rue Sherbrooke, dans la nouvelle construction dessinée par Marchand.

Le Mont Saint-Antoine devait assurer la réhabilitation des jeunes. Les frères de la Charité ont pour cela adopté ce qu'ils appellent le système antonien qui concilie éducation, apprentissage d'un métier et pratique du sport. Avec la nouvelle construction, ils se targuaient de pouvoir le faire à l'intérieur d'une propriété sans barreau ni clôture

Marchand a réalisé un bâtiment qui affirme encore une fois une distribution générale claire :

- L'aile avant est dédiée notamment aux bureaux de la Direction, à la résidence des religieux, les réfectoires et aux fumoirs du personnel.

¹ Frères de la Charité, *La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine (école de réforme)*, Montréal, s.n., 1948, p. 16-17.

- La chapelle et le réfectoire qui symbolisent la religion et la communauté des enfants constituent les grands espaces collectifs et de représentation. Ils se trouvent donc au cœur du plan. Dans le jeu contrasté des masses, leur volume domine nettement.
- L'aile arrière comprend les classes et les espaces d'apprentissage des métiers. À son extrémité, s'adjoint une école des arts et métiers dans un bâtiment à part.
- Le tout dans de grands espaces pour le sport.

L'architecture est dépouillée. C'est sans doute l'effet combiné de la pensée des frères de la Charité qui favorise la sobriété, des difficultés économiques des années 1930, et d'un goût du temps qui calme l'ornementation. Elle n'en reste pas moins ostentatoire, s'accordant à l'image monumentale des grandes institutions conventuelles. Au-delà de l'image, il y a un fait culturel et social car il faut souligner que cette approche s'éloigne considérablement de certains courants de pensée du milieu anglophone qui cherchaient à développer des institutions nouvelles, plus «familiales», favorisant des types architecturaux à petite échelle, notamment la Boy's Farm and Training School, à Shawbridge, pour les garçons, ou de la Girl's Cottage Industrial School, à Sweetsburg, pour les filles.

PROJET INCONNU

La contribution de Marchand à l'architecture la justice à Montréal est majeure et se retrouve dans différents quartiers de l'île. Son architecture beaux-arts porte toutefois les paradoxes de son temps : dans un monde qui change rapidement, elle défend la supériorité de règles intemporelles. Elle est vécue comme une expression de modernité mais elle défend une vision conservatrice de l'art.

Inévitablement, la question de l'adéquation au temps présent rattrape l'architecte. L'intérêt pour un style plus moderne est une chose. Plus fondamentalement, lorsque l'on regarde des projets comme la prison de Bordeaux, la cour municipale, la cour juvénile et le Mont Saint-Antoine, on constate que les changements sociaux et la métropolisation de Montréal entraînent des projets toujours plus imposants. La pratique de la justice procède d'une vaste organisation où l'administration publique se complexifie.

Il n'existe pas de fonds de dessins originaux de Marchand. Les plans, lorsqu'ils existent, sont dispersés auprès des différents propriétaires. Les croquis sont par conséquent des plus rares. Or une élévation et un plan d'un palais de justice non identifié lui est toutefois attribué. C'est un projet de tour qui s'élève au cœur d'un corps de bâtiment plus bas. On doit le situer à la fin des années 1920, alors que la réglementation municipale permet enfin de dépasser la hauteur des bâtiments qui était limitée à douze étages. Comme on le faisait à New York, il fallait que les étages supérieurs soient en retrait du périmètre de la propriété. On sait que les cours se trouvaient dans le volume bas. Le programme de la tour, lui, est inconnu. Mais

comment ne pas y voir la multiplication des bureaux devenus nécessaires à l'exercice même de la justice. En ce sens, cet intrigant croquis nous laisse croire que Marchand, au-delà d'une référence un modèle américain, témoigne de cette montée du fonctionnariat et du rôle de l'état qui marque l'ère moderne. Ce faisant, le projet est un présage au nouveau palais de justice qui sera construit dans les années 1960.

-
- ⁱ Collection ENSBA 8° 5417 A 55 : *École nationale et spéciale des beaux-arts – cours de théorie d'architecture : leçon d'ouverture, le 28 novembre 1894 par J. Guadet, professeur*. Paris. G. Delarue, Libraire-éditeur, 1895, 21 pages. Pp.10;11; 12
- ⁱⁱ «L'École des Beaux-Arts est ouverte», *La Presse*, 14 novembre 1922, p.8. Extrait du discours de J. O. Marchand.
- ⁱⁱⁱ Voir Pierre-Richard Bisson, «Un monument de classe internationale : La maison-mère de la Congrégation Notre-Dame », ARQ : Architecture Québec, no. 31, juin 1986, p 14-18.
- ^{iv} «Nouvelle Prison de Montréal», *La Presse*, 9 août 1907, p.1
- ^v <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/services-correctionnels/milieu-carceral/etablissements-detention/edm/histoire-edm.html>
- ^{vi} «Ministre des travaux publics à la nouvelle prison de Bordeaux», *La Presse*, 18.10.1911, p.1
- ^{vii} La nouvelle prison. *La Presse*, 10.07.1906
- ^{viii} «La prison enviable», *La Presse*, 02.10.1907.
- ^{ix} Pierre-Richard Bisson, « Les rapports entre Ernest Cormier et Jean-Omer Marchand : De l'émulation aux hostilités », ARQ : Architecture Québec, no 53, février 1990, p.13-16.
- ^x Choquet, François-Xavier, *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*, volume XV (1921-1930). http://www.biographi.ca/fr/bio/choquet_francois_xavier_15F.html
- ^{xi} David Niget, «Pratiques éducatives et systèmes judiciaires : Histoire d'une croisade civique : la mise en place de la "Cour des jeunes délinquants" de Montréal (1890-1920)», *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière » : Le Temps de l'histoire*, Numéro 5, 2003. <https://rhei.revues.org/961>
- ^{xii} Ibid.
- ^{xiii} Lettre de L. Leduc, président du Comité de Citoyen pour l'amélioration de la cour juvénile à M. A.A.A Brodeur, président du Comité exécutif, Ville de Montréal, Montréal le 9 juin 1926. AVM : VM1, S2, bob34, no1972, C-sec2-1-0008
- ^{xiv} Lettre de L. Leduc, président du Comité de Citoyen pour l'amélioration de la cour juvénile à M. A.A.A Brodeur, président du Comité exécutif, Ville de Montréal, Montréal le 9 juin 1926. AVM : VM1, S2, bob34, no1972, C-sec2-1-0008
- ^{xv} Lettre du Juge J.O. Lacroix à Monsieur J.A.A. Brodeur , président à MM. Les membres du Comité exécutif, Montréal, 20 mai 1926. AVM: VM1, S2 ,bob34, no1972, C-sec2-1-0012
- ^{xvi} Lacroix. Ibid. p. 1-2.
- ^{xvii} Lacroix. Ibid. p. 3.
- ^{xviii} David Niget, op.cit.